

Égalité des sexes : Le chemin du progrès

Depuis les années 1980, la Banque mondiale a réussi à mieux intégrer la parité des sexes dans ses projets, particulièrement en matière d'éducation. De 1995 à 2000, la Banque mondiale a prêté plus de 3,4 milliards de dollars à des programmes visant l'éducation des jeunes filles. Elle a également été le plus grand prêteur du monde pour faciliter la réalisation de projets sur la santé, la nutrition et la population, dont les trois quarts comprenaient des mesures favorisant l'égalité des sexes.

En 2001, en réponse à une demande de donateurs de l'IDA, la Banque mondiale a adopté une stratégie de prise en compte systématique des questions d'égalité des sexes, posant ainsi la base de l'intégration de la parité des sexes à toutes les opérations de l'IDA. Au cours de l'exercice 2004-2005, 85 % des crédits de la Banque mondiale approuvés à l'égard des pays membres de l'IDA concernaient des projets prenant en compte certains problèmes de parité des sexes.

Les progrès en matière d'égalité des sexes ont été plus grands dans certains secteurs sociaux (comme la santé et l'éducation) que dans des domaines économiquement productifs comme les terres et l'agriculture, les marchés du travail, l'infrastructure et les finances. À titre d'exemple, bien que l'espérance de vie moyenne des femmes ait augmenté de 15 à 20 ans dans les pays en développement depuis 1970, le taux de participation des femmes à la population active du secteur structuré est encore inférieur de 37 % à celui des hommes.

Afin de mieux intégrer la question de l'égalité des sexes aux secteurs économiques, un nouveau plan d'action du Groupe de la Banque mondiale intitulé *Gender Equality as Smart Economics* (l'Égalité des sexes, un atout économique) a été adopté en septembre 2006. Les activités ont commencé en janvier 2007. Le plan met l'accent sur l'intégration d'une démarche antisexiste dans quatre marchés clés : les terres et l'agriculture, le travail, les finances et l'infrastructure. Ce plan orientera les travaux de la Banque mondiale en matière d'égalité des sexes jusqu'en 2010, la plupart des opérations prévues par le Plan devant avoir lieu dans des pays membres de l'IDA.

RÉPERCUSSIONS

Les pays membres de l'IDA ont réussi à ramener l'écart entre les inscriptions à l'école des garçons et des filles de 16 points de pourcentage en 1999 à 10 points de pourcentage en 2004. L'espérance de vie des femmes a augmenté de 17 années depuis 1960. Toutefois, les femmes continuent d'accuser un retard dans la participation à la population active du secteur structuré, de l'accès au crédit, du taux de création d'entreprises, du niveau de revenu, des droits d'héritage et de propriété, et du nombre de sièges aux assemblées législatives.

Éducation

Les activités menées dernièrement par la Banque mondiale et ses pays clients pour réduire les écarts entre les sexes en matière d'éducation primaire et secondaire ont grandement contribué à l'atteinte du troisième objectif de développement pour le Millénaire (égalité des sexes). Les projets d'éducation financés par la Banque mondiale comprennent différentes activités : assurant des allocations aux familles pour couvrir les frais de fréquentation de l'école par les filles, la formation et l'embauche d'un plus grand nombre d'enseignantes, la construction et l'amélioration d'établissements sanitaires scolaires, et la prestation d'une source d'eau propre pour les jeunes filles qui doivent apporter de l'eau à la maison après l'école.

Grâce aux initiatives *Girls' Education Initiative* (Initiative pour l'éducation des filles) et *Education for All Initiative* (Initiative d'éducation pour tous) promouvant l'éducation des filles et l'éducation pour tous, l'IDA a soutenu l'accès à une éducation de base de bonne qualité, particulièrement pour les filles et les groupes les plus pauvres. Le *Bangladesh Female Secondary School Assistance Project* constitue un exemple de ces initiatives. Ce projet d'aide à la fréquentation de l'école secondaire par les femmes du Bangladesh financé par l'IDA a encouragé le maintien des filles à l'école et permis de relever les taux d'inscription scolaire ainsi que le taux d'emploi des femmes à des niveaux de rémunération plus élevés. L'inscription

des filles à l'école est passée de 33 % en 1991 à 56 % en 2005. Les taux d'obtention de certificats d'études secondaires par les filles sont quant à eux passés de 39 % 2001 à 46 % en 2006.

Santé

Des progrès constants ont également été remarqués en matière de santé. Le Programme plurinational de lutte contre le VIH/SIDA pour l'Afrique s'est particulièrement axé sur la dynamique entre les sexes dans sa réponse à la pandémie, par des opérations dans différents pays. Au Tchad, l'IDA finance un projet destiné à réduire la transmission et les effets socioéconomiques du VIH/SIDA en soutenant des activités d'éducation et de génération de revenus pour les femmes. Au Rwanda, l'IDA a financé l'accès aux soins contre le sida en milieu rural : 5 000 patients pauvres, principalement des femmes, bénéficient d'un traitement antirétroviral (60 % des personnes qui en ont besoin). Dans l'ensemble de l'Afrique, l'IDA a financé des services pour prévenir la transmission du VIH de la mère à l'enfant chez plus de 1,5 million de femmes, et a aidé à distribuer 1,2 milliard de préservatifs masculins et 4 millions de préservatifs féminins.

Emploi

En général, les femmes des pays membres de l'IDA ont moins accès aujourd'hui à des emplois dans le secteur structuré qu'il y a 25 ans : la main-d'œuvre féminine a été ramenée de 53 % en 1980 à 49 % en 2005, alors que les hommes demeurent employés à environ le même taux d'à peu près 86 %.

La proportion des femmes occupant des emplois non agricoles a à peine changé dans les pays membres de l'IDA depuis 1990. Elle était de 23 % en 1990 et de 25 % en 2003. De plus, les femmes des pays en développement gagnent encore environ 22 % de moins que les hommes, compte tenu des différences de compétences observées. Les femmes africaines reçoivent moins de 10 % de l'ensemble du crédit destiné aux petits agriculteurs et 1 % du crédit total destiné au secteur agricole, alors

qu'elles constituent la majorité des travailleurs dans ce domaine.

Il n'est pas judicieux du point de vue économique de restreindre les possibilités économiques des femmes

La restriction des possibilités économiques des femmes pose un problème parce qu'elle est inéquitable. Elle pose aussi un problème parce qu'elle n'est pas judicieuse du point de vue économique : investir insuffisamment dans les femmes restreint la croissance économique et ralentit le progrès de la réduction de la pauvreté. Par conséquent, ce sont les pays où les inégalités s'estompent le plus qui ont tendance à enregistrer les taux de pauvreté les plus bas.

Cette situation peut tenir à bien des raisons. Par exemple, de nombreux exemples montrent que l'augmentation de la productivité et des salaires des femmes réduit la pauvreté des ménages et améliore la santé, les résultats scolaires et l'alimentation des enfants, ce qui finit par accroître la productivité. Au Brésil, la probabilité de survie d'un enfant augmente d'environ 20 % quand les revenus sont administrés par sa mère plutôt que par son père. Sur le marché du travail, on trouve de nombreux exemples de femmes employées dans l'industrie de la fabrication et des avantages que celles-ci, leurs employeurs et l'économie en retirent.

Bon nombre de preuves empiriques montrent que le fait de donner aux femmes l'accès au crédit améliore les résultats en matière de santé et d'éducation. Mais c'est également judicieux du point de vue des affaires car les taux de remboursement des femmes sont plus élevés. Quand le crédit est versé directement à une femme, il a une incidence considérable sur les dépenses de consommation, la fréquentation de l'école par ses enfants et son offre de main-d'œuvre. Des études ont en outre indiqué que lorsque le crédit est entre les mains des mères, l'alimentation des enfants augmente et ces derniers croissent de 17 % de plus que lorsque les pères contrôlent le crédit.

En ce qui concerne l'agriculture, l'augmentation soutenue de la productivité des cultures vivrières de base constitue l'un des facteurs vitaux de l'accroissement des revenus des ménages les plus pauvres. Des exemples convaincants au Burkina Faso et au Kenya montrent qu'il serait possible d'augmenter jusqu'à 20 % la productivité agricole simplement en répartissant les facteurs de production agricoles de manière plus équitable entre les hommes et les femmes.

Transport

Les transports sont une illustration frappante de l'interdépendance existant entre les politiques publiques et l'économie des ménages ainsi que du problème connexe de manque de temps et de pauvreté des femmes. Des études réalisées pendant les années 1990 ont indiqué que les femmes d'Afrique subsaharienne transportaient plus sur leurs têtes que ne transportaient les véhicules. Dans le ménage moyen, les femmes consacrent des heures chaque jour aux tâches domestiques de transport.

Développement communautaire

La Banque mondiale soutient de plus en plus les approches qui mettent la communauté locale au cœur du développement. À cette fin, la Banque finance des projets de développement dirigés par la communauté (DDC) qui contribuent directement à aider les femmes et les hommes pauvres à devenir économiquement et socialement autonomes.

En habilitant les communautés locales, en encourageant la participation à la prise des décisions et en développant des mécanismes de reddition de comptes, les projets de DDC aident à instaurer des communautés mieux intégrées socialement, plus inclusives et plus cohérentes qui sont donc mieux en mesure de veiller à ce que le développement communautaire réponde aux besoins locaux. À la fin de juin 2006, les prêts de l'IDA concernant des projets de DDC financés de 2000 à 2006 se chiffraient au total à 1 milliard de dollars.

Plusieurs projets communautaires soutenus par la Banque mondiale sont expressément destinés à rendre les femmes pauvres plus autonomes. Par exemple, le projet *Andhra Pradesh District Poverty Initiatives Project* (Projet des initiatives de réduction de la pauvreté dans le district de l'Andhra Pradesh), en Inde, épaula des groupes d'entraide de femmes qui agissent collectivement pour accroître les revenus et réduire des phénomènes sociaux nuisibles tels que le mariage d'enfants, le viol et l'abandon de leur famille par les hommes.

La Banque mondiale soutient également plusieurs projets qui réservent des postes ou fixent des quotas pour assurer la participation des femmes. Par exemple, au Timor-Leste, le projet sur l'autonomisation des communautés et la gouvernance locale a établi des contingents de représentation des femmes dans les nouvelles structures de gouvernance. Dans le cadre de nombreux projets sur l'eau et l'assainissement, les femmes ont constitué plus de la moitié des membres des comités locaux de gestion de l'eau. Les recherches portent à croire que cette participation accroît l'efficacité et la durabilité des projets.

CONTRIBUTION DE L'IDA

L'IDA est bien placée pour assurer un soutien stratégique aux travaux de promotion de l'égalité

des sexes. C'est une tâche complexe qui a trait à différents secteurs et qui nécessite souvent un effort soutenu au cours de longues périodes.

Premièrement, modifier les attitudes, les traditions et les comportements relatifs à l'identité sexuelle est une tâche de longue haleine qui nécessite un soutien sans relâche et un renforcement des capacités. L'IDA peut soutenir des activités grâce à ses instruments de prêt et à ses services analytiques et consultatifs qui peuvent donner des résultats dans des domaines tels que la parité des sexes, où il peut être long de modifier les pratiques établies.

Deuxièmement, l'intégration d'une démarche antisexiste nécessite une aide organisée dans bien des secteurs. Les progrès en termes d'indicateurs clés de l'égalité des sexes (tels que les taux d'inscription des filles à l'école, de mortalité des mères, de participation à la population active et d'accès à la propriété) dépendent des investissements réalisés dans l'eau, l'hygiène, les transports et l'accès aux services financiers. Jusqu'à présent, les instruments de prêt intersectoriels comptent relativement peu dans le soutien apporté par l'IDA à la parité des sexes, ce qui est dommage car l'IDA peut-être particulièrement bien placée pour encourager une meilleure planification des investissements et des politiques intersectoriels.

Habilitation des femmes en Indonésie

En Indonésie, dans le cadre du *Kecamatan Development Project* (Projet de développement des kecamatans) ou KDP, appuyé par la Banque mondiale, des villageois recevront des subventions pour réaliser des projets d'infrastructure qu'ils ont choisis après avoir examiné les besoins de leur communauté. Le KDP a établi des règles et des procédures pour veiller à ce que les femmes puissent se faire entendre dans la sélection des projets.

Le KDP a également aidé à libérer les femmes de tâches prenantes telles que l'approvisionnement en eau. Dans un village, un chemin en gravier a été construit pour mener aux rizières locales, ce qui a permis la circulation de motos-taxis facilitant le transport du riz et réduit le temps que les femmes passent à se rendre aux rizières et à en revenir. Dans un village voisin, une conduite d'eau de trois kilomètres a été aménagée dans une forêt dense et sur les pentes abruptes d'un volcan pour amener de l'eau directement au village, réduisant ainsi le temps que les femmes passent à aller en chercher. Au fil de trois projets du KDP, la condition des femmes s'est améliorée peu à peu.

Alors que les rôles des femmes étaient confinés au foyer, le KDP a encouragé leur participation à la prise des décisions ainsi que le recours à des animatrices pendant les réunions des conseils. De plus, il a créé un mécanisme de planification pour les groupes de femmes, une récompense pour la participation des femmes et un programme de femmes ingénieurs. Les femmes ont présenté 6 170 (55 %) des 11 275 propositions financées dans 23 provinces.

En dernier lieu, l'IDA soutient les pays les plus pauvres où le niveau de bien-être des femmes est le plus bas, mais où leurs contributions sont les plus importants facteurs d'amélioration de la situation des familles et des communautés. Il s'agit de pays où les interventions peuvent donner très rapidement des résultats pour ce qui est d'améliorer la parité des sexes et de réduire les taux de pauvreté nationaux.

Le nouveau Plan d'action pour l'égalité des sexes.

Le nouveau Plan d'action pour l'égalité des sexes de la Banque mondiale intitulé *l'Égalité des sexes, un atout économique* intègre des leçons tirées de la mise en œuvre de sa stratégie précédente consistant à généraliser une démarche antisexiste et s'efforce d'établir un raisonnement empirique solide pouvant servir aux activités de promotion de l'égalité des sexes. Le Plan affecte du personnel ayant des compétences en parité des sexes à différents secteurs et renforce la mesure de l'impact de l'aide de la Banque mondiale ventilée par sexe. **Le plan est financé à l'aide d'une somme de 32,6 millions de dollars venant de la Banque mondiale, des gouvernements de l'Australie, du Canada, du Danemark, de l'Allemagne, de l'Islande, de la Norvège, de l'Espagne, de la Suède et du Royaume-Uni ainsi que de la Fondation Nike.**

L'initiative *l'Égalité des sexes, un atout économique* est destinée à accroître la productivité et les revenus des femmes productrices ainsi que leur accès aux services financiers formels. Il facilite la transition des jeunes femmes vers un emploi de qualité et augmente le nombre de femmes montant une exploitation agricole et se livrant à une agriculture à haute valeur ajoutée. Cela accroît l'accès des femmes aux services d'infrastructure essentiels, et particulièrement aux transports, à l'eau et à l'énergie.

Pour répondre au manque d'opportunités des femmes dans les secteurs productifs, particulièrement dans les pays membres de l'IDA, *l'Égalité des sexes, un atout économique* vise à améliorer l'égalité des sexes dans quatre grands marchés : les terres, le travail, les finances et

l'agriculture, ainsi l'infrastructure qui accroît l'accès des femmes aux autres marchés. Le Plan couvre les opérations et l'assistance technique, les initiatives axées sur les résultats, les recherches et l'obtention de statistiques, et les communications stratégiques. De plus, un volet de partenariats public-privé a été ajouté dernièrement au Plan en tant qu'approche de promotion de la parité des sexes dans le développement.

Voici des exemples de projets et d'aide technique :

Finances : En 2007, la Société financière internationale (IFC) a consenti une ligne de crédit de 5 millions de dollars à l'Exim Bank de Tanzanie qui a donné lieu à 4,9 millions de dollars de prêts destinés à 61 petites et moyennes entreprises et à l'affectation d'un million de dollars à Sero Lease, une entreprise de micro-prêt appartenant à des femmes et qui compte 30 000 clientes en milieu rural. Les fonds du Plan d'action pour l'égalité des sexes (GAP) viennent compléter les services consultatifs fournis dans le cadre du programme Genre-Entrepreneuriat-Marchés (GEM) de l'IFC. Il s'agit notamment de former le personnel des banques commerciales à mieux servir leurs clientes et à accroître le degré de connaissances financières et de compétences en gestion des femmes entrepreneurs. Les fonds du GAP serviront à appuyer une initiative semblable au Sénégal.

Marché du travail : Une analyse de la Banque mondiale réalisée à Dakar, au Sénégal, a indiqué que la forte présence des femmes dans le secteur non structuré – et particulièrement dans les activités à faible intensité de capital et à faible productivité – était liée à leur manque d'accès à l'éducation, ce qui constitue un obstacle de taille à l'occupation de meilleurs emplois dans le secteur structuré. Cette étude a donné lieu à l'incorporation de mesures de réforme des politiques au mémorandum économique sur le Sénégal pour éclairer le dialogue au sujet des politiques au sein du pays.

Terres : La Banque mondiale appuie le *Sustainable Land Management Project* (Projet de gestion durable des terres) en Éthiopie en y affectant

30 millions de dollars. Ce projet national de gestion durable des terres comprend des efforts d'amélioration de l'enregistrement des biens fonciers. Il découle d'une étude financée par le GAP sur un programme éthiopien dans le cadre duquel 20 millions de certificats d'utilisation des terres ont été délivrés à environ 6 millions de ménages. L'étude a permis de conclure que la délivrance de certificats d'utilisation des terres avait un effet positif sur les femmes. Le simple fait de prévoir l'espace pour les photographies des deux conjoints sur le certificat a permis d'accroître considérablement la propriété conjointe des terres. Presque toutes les femmes assujetties à des certificats conjoints qui ont participé à l'étude ont indiqué que leur situation économique et sociale s'était améliorée. Plus de 80 % des répondants ont indiqué que la certification avait réduit les conflits et les avait encouragés à planter des arbres et à louer leur terre.

Infrastructure et énergie : L'initiative *Power to the Poor* (de l'Électricité pour les pauvres) réalisée en République démocratique populaire lao a mis sur pied un Fonds pour le raccordement électrique des habitations afin d'aider les ménages les plus pauvres, qui sont presque toujours gérés par des femmes, à accéder à l'électricité dans le cadre d'un projet d'électrification des zones rurales. Les ménages concernés remboursent leur prêt en payant une facture mensuelle avec les économies réalisées du fait de la non utilisation des combustibles traditionnels.

Initiatives axées sur les résultats :

La Banque mondiale collabore également avec le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et le Centre international de recherche sur les femmes pour expérimenter de nouveaux types de projets visant à promouvoir l'égalité des sexes et pour trouver des mesures donnant les meilleurs résultats. Ces initiatives axées sur les résultats sont destinées à promouvoir l'habilitation économique des femmes. Puisqu'il s'agit de projets-pilotes, leur envergure est relativement faible. Il est prévu de les reproduire à plus grande échelle s'ils sont fructueux. À l'heure

actuelle, des activités sont planifiées et mises en œuvre dans quatre pays membres de l'IDA : le Cambodge, le Kenya, le Laos et le Liberia. Les projets consistent entre autres à collaborer avec des producteurs de bambou pour accroître la valeur de l'artisanat produit au Cambodge et en République démocratique populaire lao ainsi qu'à appuyer le développement d'une entreprise de production et de transformation du manioc au Liberia.

Recherche sur les politiques et statistiques :

Le plan d'action *l'Égalité des sexes, un atout économique* soutient les recherches qui permettront d'identifier les échecs du marché et d'autres facteurs qui font obstacle à l'habilitation économique des femmes, ainsi que les interventions qui peuvent éliminer ces obstacles. Les recherches initiales sont axées sur les macro-liens entre l'égalité des sexes et la croissance et sur les micro-fondations de cette croissance. Une deuxième série de recherches aura trait à l'effet de la réforme des politiques sur le bien-être des femmes et des hommes, principalement dans les marchés clés des terres, du travail, des produits et des finances. Ce programme de recherches sera réalisé en partenariat avec des instituts de recherche dans les pays en voie de développement.

Le Plan renforce en outre la mise à disposition de statistiques ventilées par sexe qui constituent les bases de la mesure de résultats aux niveaux national et international.

Partenariats public-privé :

Les partenariats public-privé constituent une nouvelle approche de développement de l'égalité des sexes. Par exemple, le gouvernement du Liberia, la Fondation Nike et l'initiative *l'Égalité des sexes, un atout économique* ont lancé un partenariat pour établir un nouveau modèle de formation professionnelle au Liberia visant à satisfaire les besoins du marché du travail afin d'accroître les revenus. Le projet aidera les femmes de 15 à 24 ans à passer des études à l'emploi. Il fait appel à l'expertise technique de la Banque mondiale dans le cadre du GAP et est

bénéficiaire d'une somme de 3 millions de dollars octroyée par la Fondation Nike.

À l'avenir, la mise en œuvre du plan *l'Égalité des sexes, un atout économique* comportera plusieurs défis de taille. Une volonté politique de haut niveau, une expertise technique et des ressources financières sont les éléments-clés qui permettront la réalisation concrète d'une politique d'égalité des sexes, à la fois par les bailleurs de fonds et par les pays bénéficiaires. Il est particulièrement important que les ressources financières soient

affectées sans tarder pour accroître la capacité des donateurs et des organismes qui travaillent à l'intégration d'une démarche antisexiste. Outre ces défis, la mise en œuvre fructueuse des politiques sur l'égalité des sexes dépend dans une grande mesure de l'intérêt des pays clients et de leur capacité institutionnelle, et elle nécessitera une attention et un soutien suivis.

Juillet 2008.

<http://www.banquemondiale.org/ida>